

## Jacques Bichot pour Atlantico

### LA MESURE dont a besoin notre Sécu

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3593353/sommet-social-et-s-il-y-avait-une-seule-reforme-a-faire-par-ces-temps-de-pandemie-laquelle-serait-elle-mesures-solutions-crise-covid-19-jean-paul-betbeze-mathieu-mucherie-philippe-crevel-jacques-bichot-frederic-farah>

27/10/2020

De lois de financement de la sécurité sociale en sommets sociaux, la mauvaise gouvernance de notre bien-aimée *Sécu* s'étale sous les yeux effarés des citoyens. Les défauts du PLFSS 2021 nous indiquent, en creux, ce qu'il faudrait faire pour redresser la barre, si mal tenue par les gouvernements et les Parlements qui se succèdent depuis des décennies.

En bref, ce PLFSS est une démonstration d'incompétence. On ne peut pas gouverner la *Sécu* par des textes de loi : la confusion du législatif et de l'exécutif est la mère de tous les dysfonctionnements institutionnels, à commencer par celui de la *Sécu*. Il faut évidemment que l'institution Sécurité sociale soit définie par une loi organique, mais sa gestion doit être confiée à une équipe réellement responsable, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Cette équipe pourrait bien sûr dialoguer avec les partenaires sociaux, mais l'idée même d'une négociation est absurde : c'est *le responsable de la Sécu et son équipe* qui doivent piloter le navire. Celui-ci devant faire de grands trajets sur une mer houleuse, il ne doit être handicapé ni par des hommes politiques qui n'y connaissent pas grand-chose, ni par des organisations syndicales et patronales qui regardent trop souvent par le mauvais bout de la lorgnette.

Un vrai « patron de la sécu » disposant des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de son mandat sera évidemment jugé sur ses résultats. Cette responsabilité sera l'exact antithèse de la situation actuelle : ni le législateur, ni les partenaires sociaux, ni la direction de la *Sécu*, ne sont aujourd'hui véritablement responsables en cas de déficit massif et de fraudes atteignant des dizaines de milliards, puisque leurs mandats parlementaires ne sont pas retirés aux députés et sénateurs qui ont voté des dispositions donnant de mauvais résultats, et que les caciques syndicaux restent en place après avoir contribué à provoquer de gigantesques déficits. Irresponsabilité combinée avec incompétence et politisation, telle est la situation qui dure depuis des décennies. Il faut mettre en place une gouvernance radicalement différente de celle qui a largement fait la preuve de son inadéquation.

**Jacques Bichot**, économiste, auteur de *Cure de Jouvence pour la Sécu* (L'Harmattan, septembre 2020)